

Séance du 2 mars 2018

Rapport budgétaire sur le compte financier 2017

### Le Conseil d'administration

- Vu le Code de l'éducation, notamment les articles R.719-51 à R.719-112 ;
- Vu le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 202 et 210 à 214 ;
- Vu les Statuts de l'Université de Poitiers ;
- Vu les documents adressés au Conseil d'administration ;
- Vu la proposition présentée en Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré,

### ADOPTE

#### Article 1<sup>er</sup> : Exécution budgétaire

Le Conseil d'administration de l'université de Poitiers arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 2506 ETPT sous plafond d'emplois Etat / 266 ETPT sous plafond d'emplois établissement
- 229 400 908 € d'autorisations d'engagement,
- 227 700 293 € de crédits de paiement,
- 227 971 036 € de recettes,
- 270 743 € de solde budgétaire

#### Article 2 : Exécution comptable

Le Conseil d'administration de l'université de Poitiers arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 1 288 760 € de variation de trésorerie
- 8 829 479 € de résultat patrimonial
- 15 925 606 € de capacité d'autofinancement
- 5 413 898 € de variation du fonds de roulement

#### Article 3 : Affectation du résultat

Le Conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de 8 829 479 € en réserves.

#### Article 4 : Décompte des voix

La présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Poitiers, le 2 mars 2018  
Le Président de l'Université de Poitiers

Yves JEAN

UNIVERSITE DE POITIERS

26. MAR 2018

# RAPPORT DE GESTION DE L'ORDONNATEUR EXECUTION BUDGETAIRE 2017 DE L'UNIVERSITE DE POITIERS

Présenté au CA du 2 mars 2018

1	Présentation générale .....	1
2	Autorisations budgétaires .....	2
2.1	Plafond d'emplois.....	2
2.2	Prévision et exécution des recettes .....	2
2.3	Dépenses de fonctionnement décaissables .....	3
2.3.1	Dépenses de personnel .....	3
2.3.2	Dépenses de fonctionnement hors masse salariale.....	3
2.3.3	Dépenses d'investissement .....	4
3	Equilibre financier .....	5
4	Situation patrimoniale.....	6
4.1	Compte de résultat.....	6
4.2	Amortissements .....	6
4.3	Capacité d'autofinancement de l'établissement .....	7
4.4	Fonds de roulement .....	7
4.5	Conclusion .....	8

## 1 PRESENTATION GENERALE

La mise en œuvre du décret GBCP rend obligatoire la présentation d'un rapport de gestion de l'ordonnateur en complément de la présentation du compte financier par l'agent comptable afin de rendre compte de l'exécution budgétaire de l'année écoulée. Ce rapport est opportun pour proposer un premier niveau d'analyse budgétaire de l'année précédente, de proposer des pistes d'amélioration et de potentielles corrections pour le budget en cours.

Pour mémoire, les bases de calcul des enveloppes budgétaire 2017 du budget de l'université de Poitiers se sont inscrites dans la trajectoire des années précédentes. L'enveloppe de fonctionnement masse salariale a été calculée à volume d'emplois et de postes constant hors conventions. L'enveloppe de fonctionnement hors masse salariale a été calculée en fonction des charges et recettes 2016 et des prévisions 2017. L'enveloppe d'investissement, hors subventions d'investissement et hors prélèvements sur fonds de roulement a été calculée à partir du montant des amortissements nets de l'année 2015 ajusté en 2016 quelle que soit la destination (recherche, formation, etc.).

## 2 AUTORISATIONS BUDGETAIRES

### 2.1 Plafond d'emplois

Le plafond global des emplois présenté par l'établissement après BR2 en 2017 était de 2 772 dont 2607 sous plafond Etat.

### 2.2 Prévision et exécution des recettes

La prévision, l'exécution globale et le taux d'exécution des recettes sont reportés de manière synthétique dans le Tableau 1. Les montants budgétaires sont ceux après BR2. Le tableau distingue plusieurs niveaux afin d'apprécier les taux d'exécution sous différents angles :

- La première ligne du tableau distingue le total des recettes de l'établissement hors UB recherche et hors GEPA. Elle permet d'apprécier le taux global de réalisation des recettes par rapport aux prévisions totales de l'année sans les spécificités liées à la dévolution du patrimoine et des soubresauts du financement de la recherche.
- La deuxième ligne concerne le même périmètre hors eOTPs (c'est-à-dire pour la grande majorité des conventions) afin d'apprécier les recettes qui financent l'activité courante de l'établissement.
- La troisième ligne concerne les eOTPs de l'établissement hors UB recherche (r80) et hors GEPA.
- La quatrième ligne met en saillance les recettes du l'UB recherche liées aux financements de la région qui relèvent du CPER/FEDER et des appels à projets recherche région.
- La cinquième ligne concerne le reste de l'UB recherche.
- La sixième ligne concerne l'ensemble des recettes du GEPA.

L'inspection du tableau montre un taux d'exécution global satisfaisant pour l'établissement (92.92 %) et son activité courante (97.25 %). Une lecture différenciée montre toutefois des variations importantes selon les secteurs. En effet, les recettes sur eOTPs hors UB recherche présentent un taux d'exécution de 81 %. Les recettes non réalisées concernent essentiellement des conventions de recherche des laboratoires qui n'ont pas encore intégré l'UB recherche. La difficulté la plus significative concerne les recettes liées à la région. En effet, le taux d'exécution n'est que de 5.53 %. Plusieurs explications peuvent être avancées pour justifier ce trop faible taux. La première est relative au financement des programmes de recherche CPER/FEDER pour lesquels les engagements du financeur n'ont pas suivi le calendrier prévu (décalage de signature, retard dans l'examen des dossiers, etc.). La seconde est relative à l'inscription au budget de l'ensemble des recettes attendues sur la durée des différents programmes. Enfin, le taux d'exécution des recettes du GEPA est de 76 %. Les décalages entre prévisions et exécutions sont dus à l'avancement et la réception des différents travaux inscrits au PPI.

**TABLEAU 1 : RECETTES 2017**

	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisé 2017</b>	<b>Taux d'exécution</b>
Total UP hors r80 et hors GEPA	220 237 946	214 181 624	97.25%
Total UP hors r80 et hors GEPA HORS EOTPs	209 574 914	205 526 489	98.07%
Total UP hors r80 et hors GEPA SUR EOTPs	10 663 032	8 655 135	81.17%
CPER et appel à projets région recherche	8 054 815	445 543	5.53%
Autres centres financiers du r80	1 901 195	1 803 414	94.86%
GEPA	15 142 423	11 540 455	76.21%
<b>TOTAL RE 2017</b>	<b>245 336 379</b>	<b>227 971 036</b>	<b>92.92%</b>

Le taux global d'exécution est correct mais les principaux décalages sont dus aux conventions, et plus particulièrement à la recherche. Aussi, la mise en place progressive de l'UB recherche devrait pallier les difficultés inhérentes à la gestion des contrats et conventions de recherche. Une attention particulière devra être portée concernant le CPER/FEDER en 2018.

## 2.3 Dépenses de fonctionnement décaissables

### 2.3.1 Dépenses de personnel

Pour mémoire, la prévision de masse salariale (MS) 2017 intégrait les différentes mesures 2017 (dont GVT, extension en année pleine de l'augmentation du point d'indice, application de la loi Sauvadet, PPCR, etc.) et la campagne de moyens 2017. Elle était en hausse importante par rapport à 2016.

La prévision, l'exécution globale et le taux d'exécution de la masse salariale sont reportés de manière synthétique dans le Tableau 2.

- La première ligne du tableau reporte la masse salariale hors conventions et hors heures complémentaires et vacations. Elle permet d'apprécier la qualité de la prévision.
- La deuxième ligne du tableau reporte le volume en euros des heures complémentaires et des vacations. Elle illustre le poids important de cette dépense sur le budget de l'établissement.
- La troisième ligne reporte la masse salariale des emplois sous convention. La plupart sont liés à des contrats de recherche.

**TABLEAU 2 : MASSE SALARIALE 2017**

	Budget 2017	Exécution 2017	Taux d'exécution
MS hors conventions et HC/vacations	174 153 761	173 530 474	99.64 %
HC/Vacations	7 045 939	7 075 797	100.4 %
Contrats sous convention	6 349 859	4 922 866	77.53 %
<b>Total</b>	<b>187 549 559</b>	<b>185 529 137</b>	<b>98.92 %</b>

Le taux d'exécution de masse salariale est satisfaisant. Il est opportun de distinguer ce qui relève du socle des conventions (notamment recherche). En effet, le taux d'exécution de masse salariale hors conventions et hors heures complémentaires et vacations est extrêmement élevé et ne laisse aucune marge de manœuvre. Au contraire, les prévisions liées aux contrats de recherche sont à parfaire. La mise en place de l'UB recherche devrait améliorer sensiblement la prévision. Toutefois, si les prévisions côté recherche s'améliorent, les prévisions concernant le reste de la masse salariale devront tenir compte d'une marge d'erreur qui n'existe pas aujourd'hui (les ajustements de masse salariale hors convention et hors mesures obligatoires sont mineurs au BR2).

En outre, les dépenses liées aux heures complémentaires sont en augmentation depuis quelques années. Ce point devra faire l'objet d'une vigilance accrue en 2018, notamment avec la mise en œuvre de la nouvelle offre de formation.

### 2.3.2 Dépenses de fonctionnement hors masse salariale

La prévision, l'exécution globale et le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement sont reportés dans le Tableau 3 en distinguant les AE (en haut) et les CP (en bas). Les intitulés des différentes lignes de chacune de deux sections sont analogues à celles des recettes.

**TABLEAU 3: DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2017 HORS MS**

<b>AE fonctionnement 2017</b>	<b>Budget 2017</b>	<b>Exécution 2017</b>	<b>Taux d'exécution</b>
Total UP hors r80 et hors GEPA	34 542 836	25 411 867	73.57%
Total UP hors r80 et hors GEPA HORS EOTPs	26 277 790	19 555 888	74.42%
Total UP hors r80 et hors GEPA SUR EOTPs	8 265 046	5 855 979	70.85%
CPER et appel à projets région recherche	822 684	161 567	19.64%
Autres centres financiers du r80	960 089	411 214	42.83%
GEPA	2 829 255	2 686 454	94.95%
<b>TOTAL AE 2017</b>	<b>39 154 864</b>	<b>28 671 103</b>	<b>73.22%</b>

  

<b>CP fonctionnement 2017</b>	<b>Budget 2017</b>	<b>Exécution 2017</b>	<b>Taux d'exécution</b>
Total UP hors r80 et hors GEPA	32 890 814	23 339 457	70.96%
Total UP hors r80 et hors GEPA HORS EOTPs	24 592 197	17 669 190	71.85%
Total UP hors r80 et hors GEPA SUR EOTPs	8 298 617	5 670 267	68.33%
CPER et appel à projets région recherche	941 975	144 726	15.36%
Autres centres financiers du r80	895 189	460 930	51.49%
GEPA	2 829 255	2 829 241	100.00%
<b>TOTAL CP 2017</b>	<b>37 557 234</b>	<b>26 774 353</b>	<b>71.29%</b>

L'exécution des dépenses de fonctionnement atteint des taux semblables en AE et en CP (73 % et 71 %). Cette donnée globale cache des disparités importantes entre les différentes rubriques et ce sont le CPER / FEDER et les appels à projets région qui présentent les taux les plus bas (19 % et 15 %). Les autres projets gérés dans l'UB recherche font apparaître de meilleurs taux, quoiqu'encore assez faibles. Cela dénote, comme pour les recettes, les difficultés que rencontre l'établissement dans l'anticipation et la gestion de ces programmes importants financés par l'Etat et la Région. Par ailleurs, les taux d'exécution hors UB recherche et hors GEPA sont corrects mais pas encore totalement satisfaisants. Le GEPA fait apparaître d'excellents taux d'exécution en fonctionnement.

### 2.3.3 Dépenses d'investissement

L'exécution globale des dépenses d'investissement est reportée dans le tableau 4, qui distingue les AE en haut des CP en bas. Les intitulés des différentes lignes de chacune de ces sections sont analogues à celles des recettes et des dépenses de fonctionnement hors masse salariale.

Les taux d'exécution des dépenses d'investissement sont meilleurs que ceux des dépenses de fonctionnement. Les taux des AE et des CP sont proches, à part pour le GEPA : le taux de 46 % de réalisation en AE prouve qu'il n'a pas été conclu en 2017 autant de marchés de travaux qu'attendu dans le projet de PPI immobilier. Cela aura sans doute des répercussions sur la programmation des années à venir. Les plus faibles taux sont ceux du CPER / FEDER, toujours pour les mêmes raisons que celles évoquées pour les recettes et pour les dépenses de fonctionnement. Les EOTPs de l'établissement hors UB recherche n'aboutissent pas à des taux de réalisation en investissement très élevés.

De façon générale, l'établissement doit s'appliquer à améliorer les taux d'exécution des dépenses de fonctionnement et d'investissement. D'une part, afin de garder une marge de manœuvre de pilotage de ces crédits, ils ne doivent pas être répartis au sein de trop nombreuses enveloppes limitatives. D'autre part, si les prévisions établies lors du budget initial sont inévitablement imparfaites, il est

important de les corriger lorsqu'elles sont surdimensionnées. La réforme de la GBCP met l'accent sur la nécessité de se situer sur une perspective pluriannuelle, en appliquant le principe de la reprogrammation.

**TABLEAU 4: DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2017**

<b>AE Investissement 2017</b>	<b>Budget 2017</b>	<b>Exécution 2017</b>	<b>Taux d'exécution</b>
Total UP hors r80 et hors GEPA	5 337 731 €	4 117 636 €	77%
Total UP hors r80 et hors GEPA HORS EOTPs	2 595 185 €	2 472 276 €	95%
Total UP hors r80 et hors GEPA SUR EOTPs	2 742 546 €	1 645 360 €	60%
CPER et appel à projets région recherche	9 849 682 €	5 468 955 €	56%
Autres centres financiers du r80	244 456 €	186 234 €	76%
GEPA	11 746 430 €	5 427 842 €	46%
<b>TOTAL AE 2017</b>	<b>27 178 299 €</b>	<b>15 200 667 €</b>	<b>56%</b>

  

<b>CP Investissement 2017</b>	<b>Budget 2017</b>	<b>Exécution 2017</b>	<b>Taux d'exécution</b>
Total UP hors r80 et hors GEPA	5 337 731 €	4 122 849 €	77%
Total UP hors r80 et hors GEPA HORS EOTPs	2 595 185 €	2 524 920 €	97%
Total UP hors r80 et hors GEPA SUR EOTPs	2 742 546 €	1 597 928 €	58%
CPER et appel à projets région recherche	8 464 581 €	4 244 902 €	50%
Autres centres financiers du r80	234 106 €	159 428 €	68%
GEPA	8 576 909 €	6 869 624 €	80%
<b>TOTAL CP 2017</b>	<b>22 613 327 €</b>	<b>15 396 802 €</b>	<b>68%</b>

*Mesure corrective pour 2018* : les prévisions de crédits (en dépense et/ou en recette) doivent être réajustées tout au long de l'exercice entre les opérations qui ne réalisent pas (totalement ou partiellement) et celles qui nécessitent un apport de crédits.

*Mesure corrective pour 2018* : s'il n'y a pas lieu ou s'il n'est pas possible de reprogrammer des crédits entre opérations sur une année donnée, les opérations qui ne réalisent pas sur l'année N ou qui se réaliseront en N+1 doivent faire l'objet de réductions de prévisions lors d'un BR, en AE, en CP, et/ou en recette selon leur nature.

Plusieurs prélèvements sur fonds de roulement ont aussi été prévus au budget 2017. La plupart des opérations d'investissements ont été réalisées. La première s'inscrivait dans le déploiement du schéma directeur de développement durable de l'université de Poitiers. Elle concernait l'implantation sur ses campus d'abris vélos avec supports et d'aménagements de mobilier urbain. L'opération a été financée en totalité par prélèvement sur fonds de roulement pour un montant de 337 232 €. La deuxième opération s'inscrivait dans le financement partiel du programme d'appui en investissement pour la formation. L'opération a été financée pour un montant de 304 387 € dont 75 000 € par prélèvement sur fonds de roulement. La troisième opération s'inscrivait dans un soutien à la recherche par l'acquisition de matériel scientifique. Le montant prévisionnel était de 150 k€. Cette opération n'a pas pu être réalisée et a été décalée pour 2018.

### 3 EQUILIBRE FINANCIER

Le solde budgétaire prévisionnel après BR 2 était d'un montant négatif de 2 383 740 €. Le solde budgétaire en fin d'année 2017 est positif et atteint 270 743 €. Cette prévision négative était liée au

décalage attendu entre décaissements et encaissements des conventions pluriannuelles : les dépenses de l'année N ne sont souvent compensées par les recettes en provenance des financeurs que sur les années N+1, voire N+2. En 2017, les dépenses excédentaires sur les recettes de conventions pluriannuelles ont bien été prévues, alors que les recettes issues de conventions ouvertes les années antérieures ont été moins bien anticipées. L'année 2017 était la première véritablement « GBCP » et cet aspect de la gestion budgétaire des conventions pluriannuelles devra être revu rapidement.

## 4 SITUATION PATRIMONIALE

### 4.1 Compte de résultat

Le résultat de fonctionnement global de l'établissement s'établit en 2017 à 8 829 479 €, dont 7 722 486 € au titre du GEPA. Le résultat du budget principal proprement dit est de 1 079 801 €. Ce chiffre est meilleur que celui de 2016, mais il faut rester vigilant, les variations que cet indicateur connaît d'une année sur l'autre pouvant constituer une alerte pour l'avenir.

### 4.2 Amortissements

Le Tableau 5 présente une synthèse des amortissements pour l'établissement sur 4 années. Le premier bloc de lignes concerne les amortissements bruts, c'est-à-dire l'ensemble des amortissements pour l'établissement. Le deuxième bloc de lignes concerne les amortissements générés par les subventions d'investissement, c'est-à-dire les amortissements qui sont dits « *neutralisés* ». Le troisième bloc de lignes permet d'obtenir les amortissements nets, c'est-à-dire les amortissements bruts auxquels sont retranchés les amortissements de subventions d'investissement.

L'inspection du Tableau 5 ci-dessous montre que le niveau d'amortissements bruts global, après un pic en 2016, reste assez stable, ce qui signifie que l'établissement est constant dans sa politique d'acquisition et de renouvellement de biens d'investissement. Cependant, ces investissements apparaissent plus financés par des ressources propres que par des subventions d'investissement, ce qui génère un montant d'amortissements nets assez important.

**TABLEAU 5 : SYNTHÈSE DES AMORTISSEMENTS POUR L'ÉTABLISSEMENT ET SES SACD DEPUIS 2014**

		2017	2016	2015	2014
<b>Amos bruts</b>	UP hors SACD	7 035 978	9 895 277	7 346 266	7 231 155
	GEPA	12 894 712	12 957 216	10 798 826	10 860 391
	SIUMPPS	15 404	14 986	10 865	11 967
	<b>Total UP</b>	<b>19 946 095</b>	<b>22 867 497</b>	<b>18 155 959</b>	<b>18 103 513</b>
<b>Amos de subv d'inv</b>	UP hors SACD	3 110 554	4 134 984	3 703 265	4 050 820
	GEPA	9 532 174	10 596 677	9 396 252	10 070 398
	SIUMPPS				
	<b>Total UP</b>	<b>12 642 728</b>	<b>16 356 970</b>	<b>13 099 517</b>	<b>14 121 218</b>
<b>Amos nets</b>	UP hors SACD	3 925 424	4 134 984	3 643 001	3 180 335
	GEPA	3 362 539	2 360 538	1 402 574	789 993
	SIUMPPS	15 404	14 986	10 865	11 967
	<b>Total UP</b>	<b>7 303 367</b>	<b>6 510 508</b>	<b>5 056 441</b>	<b>3 982 295</b>

### 4.3 Capacité d'autofinancement de l'établissement

Le Tableau 6 présente la constitution de la capacité d'autofinancement (CAF) globale de l'établissement. Elle reste comme en 2017 d'un niveau très satisfaisant, même si elle est en diminution d'un peu plus de 500 k€ par rapport à l'année précédente. C'est toujours le GEPA qui en représente la plus grande partie, avec une CAF de 10 922 996 €. La CAF du budget principal est quant à elle de 4 960 013 €. Cette CAF importante est due à un niveau élevé d'amortissements nets et pour le GEPA, au fait que la dotation ministérielle, d'un peu plus de 10 M€ par an est une dotation de fonctionnement qui finance des investissements par l'intermédiaire de la CAF.

**TABLEAU 6 : CONSTITUTION DE LA CAF EXECUTION 2014-2017**

	2017	2016	2015	2014
Résultat comptable	8 829 479	9 405 237	11 784 605	12 577 959
Amortissements nets	7 096 127	7 052 834	5 056 411	3 982 295
Cession de bâtiments		-3 000	40	-850 000
<b>Total</b>	<b>15 925 606</b>	<b>16 455 071</b>	<b>16 840 706</b>	<b>15 326 994</b>

### 4.4 Fonds de roulement

Le Tableau 7 présente l'évolution du fonds de roulement (FDR) depuis 2014. Il augmente de façon significative, surtout pour le GEPA, qui le mobilisera pour réaliser les opérations prévues dans le PPI immobilier dans les années à venir. Le FDR du budget principal est en hausse constante, il reste d'un niveau correct et pourra être utilisé pour mener à bien les projets prévus dans le PPI hors immobilier formation-support et plus tard, par le PPI hors immobilier recherche, qui est encore en construction. En tout état de cause, l'évolution du FDR de l'établissement est à surveiller et les crédits doivent être utilisés pour (co)financer des opérations structurantes pour l'établissement.

**TABLEAU 7 : EVOLUTION DU FONDS DE ROULEMENT DEPUIS 2014**

	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
UP hors SACD	20 253 221	18 854 404	17 051 415	14 651 409
GEPA	16 862 223	12 954 529	7 610 640	10 505 509
SIUMPPS	643 860	596 668	483 024	554 258
Fondation	1 508 287	1 514 855	1 504 646	1 387 323
<b>Total FDR UP y compris Fondation</b>	<b>39 267 593</b>	<b>33 920 456</b>	<b>26 649 725</b>	<b>27 098 499</b>

Le Tableau 8 fait la synthèse entre le fonds de roulement et la trésorerie, qui sont à la fin de l'exercice 2017 d'un niveau satisfaisant. Le besoin en fonds de roulement correspond à la part de fonds de roulement que l'établissement doit mobiliser pour couvrir les écarts dans les flux de trésorerie (encaissements et décaissements) ; un besoin en fonds de roulement négatif signifie que les écarts de flux profitent à la trésorerie de l'établissement. Le besoin en fonds de roulement de - 4 132 711 € à la fin 2017 est donc un indicateur positif de la santé financière de l'établissement.

**TABLEAU 8 : FONDS DE ROULEMENT, BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET TRESORERIE 2017**

<b>Éléments de financements</b>	<b>Exécution 2017</b>
Niveau du fonds de roulement	39 267 593
Niveau du besoin en fonds de roulement	- 4 132 711
Niveau de la trésorerie	43 400 304

## 4.5 Conclusion

L'exécution budgétaire 2017 atteste d'une bonne santé financière globale de l'établissement. Il faut cependant rester prudent, car si la situation est saine, elle reste fragile et exige d'apporter une vigilance toute particulière sur la part que représente la masse salariale dans le fonctionnement, sur la régularité et l'exhaustivité d'enregistrement des recettes tout au long de l'année et l'utilisation du fonds de roulement sur la base de PPIs pluriannuels.

**Tableau 1 - EPSCP**  
**Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du compte financier 2017**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		<b>(A)</b>	<b>(B)</b>	<b>(C) = (A) + (B)</b>
		<b>Emplois sous plafond Etat *</b>		
		En ETPT	En ETPT	Global
Catégories d'emplois				
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires		1 225
		CDI	4	6
	Non permanents	CDD	286	390
<b>S/total EC</b>		<b>1 515</b>	<b>106</b>	<b>1 621</b>
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)</b>				-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires		861
		CDI	22	73
	Non permanents	CDD	108	217
<b>S/total Biatss</b>		<b>991</b>	<b>160</b>	<b>1 151</b>
<b>Totaux</b>		<b>2 506</b>	<b>266</b>	<b>2 772</b>
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>		<b>2 607</b>		<b>Plafond global des emplois voté par le CA **</b>

**Tableau 2 - EPSCP**  
**Autorisations budgétaires**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Exécution budgétaire 2017**

Dépenses		
	Montants	
	AE	CP
<b>Personnel</b>	185 529 138,00	185 529 138,00
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	<i>57 695 325,00</i>	<i>57 695 325,00</i>
<b>Fonctionnement</b>	28 671 103,00	26 774 353,00
<b>Investissement</b>	15 200 667,00	15 396 802,00
	229 400 908,00	227 700 293,00
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>B</b>	

	<b>270 743,00</b>
<b>Solde budgétaire</b>	<b>D1 = C-B (excédent)</b>

Recettes	
Montants	
<b>227 971 036,00</b>	<b>Recettes globalisées</b>
199 596 315,00	Subvention pour charges de service public
451 927,00	Autres financements de l'Etat
12 186 613,00	Autres financements publics
15 736 181,00	Ressources propres
-	<b>Recettes fléchées **</b>
	Financements de l'Etat fléchés
	Autres financements publics fléchés
227 971 036,00	
<b>C</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>

<b>D2 = B - C (déficit)</b>	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

### Tableau 3 - EPSCP

#### Dépenses par destination et recettes par origine

#### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Exécution budgétaire 2017	Dépenses de l'organisme								
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total		
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	
<b>Formation initiale et continue</b>	125 488 449,00	125 488 449,00	6 706 273,00	6 325 953,00	1 306 164,00	1 254 041,00	133 500 886,00	133 068 443,00	= D101+D102+D103
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	122 840 518,00	122 840 518,00	2 754 049,00	2 521 509,00	693 180,00	640 241,00	126 287 747,00	126 002 268,00	
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	2 612 554,00	2 612 554,00	3 841 825,00	3 697 318,00	440 135,00	442 577,00	6 894 514,00	6 752 449,00	
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	35 377,00	35 377,00	110 399,00	107 126,00	172 849,00	171 223,00	318 625,00	313 726,00	
D105 - Bibliothèques et documentation	233 579,00	233 579,00	258 806,00	219 368,00	18 652,00	19 148,00	511 037,00	472 095,00	
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	539 786,00	539 786,00	857 202,00	837 549,00	259 157,00	360 436,00	1 656 145,00	1 737 771,00	
D107 - Rech univ en mathématiques, sciences et techniques de l'informatique et de la communication, micro et nanotechnologies	178 876,00	178 876,00	231 947,00	232 243,00	41 408,00	41 220,00	452 231,00	452 339,00	
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	1 070 196,00	1 070 196,00	1 406 317,00	1 320 428,00	5 324 957,00	4 070 159,00	7 801 470,00	6 460 783,00	
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies							-	-	
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	77 974,00	77 974,00	209 403,00	191 255,00	513 235,00	460 435,00	800 612,00	729 664,00	
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	731 759,00	731 759,00	1 111 669,00	1 083 267,00	428 271,00	471 331,00	2 271 699,00	2 286 357,00	
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	6 030 935,00	6 030 935,00	1 379 422,00	1 004 829,00	105 832,00	76 460,00	7 516 189,00	7 112 224,00	
D113 - Diffusion des savoirs et musées			16 499,00	22 627,00			16 499,00	22 627,00	
D114 - Immobilier			8 090 397,00	7 971 925,00	6 159 554,00	7 622 508,00	14 249 951,00	15 594 433,00	
D115 - Pilotage et support	51 067 363,00	51 067 363,00	6 746 868,00	5 929 380,00	1 003 027,00	977 898,00	58 817 258,00	57 974 641,00	
<b>Étudiants</b>	110 221,00	110 221,00	1 656 300,00	1 635 529,00	40 410,00	43 166,00	1 806 931,00	1 788 916,00	=D201+D202+D203
D201 - Aides directes aux étudiants			1 272 334,00	1 273 666,00			1 272 334,00	1 273 666,00	
D202 - Aides indirectes			25 446,00	25 855,00		2 060,00	25 446,00	27 915,00	
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	110 221,00	110 221,00	358 520,00	336 008,00	40 410,00	41 106,00	509 151,00	487 335,00	
<b>Total</b>	<b>185 529 138,00</b>	<b>185 529 138,00</b>	<b>28 671 103,00</b>	<b>26 774 353,00</b>	<b>15 200 667,00</b>	<b>15 396 802,00</b>	<b>229 400 908,00</b>	<b>227 700 293,00</b>	
							229 400 908,00	227 700 293,00	
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent)</b>		<b>270 743,00</b>

## Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Exécution budgétaire 2017	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	199 596 315,00								199 596 315,00
Droits d'inscription					5 208 416,00				5 208 416,00
Formation continue, diplômes propres et VAE					3 270 973,00				3 270 973,00
Taxe d'apprentissage					813 410,00				813 410,00
Contrats et prestations de recherche hors ANR					677 054,00				677 054,00
Valorisation					62 164,00				62 164,00
ANR investissements d'avenir				35 226,00					35 226,00
ANR hors investissements d'avenir				258 721,00					258 721,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				2 185 184,00					2 185 184,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				1 914 627,00					1 914 627,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		451 927,00		7 792 855,00	66 529,00				8 311 311,00
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					281 001,00				281 001,00
Autres recettes					5 356 634,00				5 356 634,00
<b>Total</b>	<b>199 596 315,00</b>	<b>451 927,00</b>	<b>-</b>	<b>12 186 613,00</b>	<b>15 736 181,00</b>		<b>-</b>		<b>227 971 036,00</b>

Tableau 4 - EPSCP  
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

## Exécution budgétaire 2017

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
Solde budgétaire (déficit) *	-	270 743,00	Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>	<i>1 382 592,00</i>		<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du GEPA</i>		<i>1 841 590,00</i>	<i>dont solde budgétaire budget du GEPA</i>
<i>dont solde budgétaire SIUMPSS</i>	<i>14 449,00</i>		<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire Fondation</i>	<i>173 806,00</i>		<i>dont solde budgétaire BAI</i>
			<i>dont solde budgétaire SIE</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements			Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)			Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	4 071 395,00	5 089 412,00	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)</b>	<b>4 071 395,00</b>	<b>5 360 155,00</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)</b>
Variation de trésorerie	1 288 760,00		Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>	<i>(a)</i>		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>	<i>(d)</i>		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>5 360 155,00</b>	<b>5 360 155,00</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

# COMPTE DE RESULTAT

EXERCICE 2017

Etablissement université		<b>Système abrégé COMPTE DE RESULTAT</b>			Date	26.02.2018
Année 2017					Heure	16:04:46
Période 01 à 16					Page	2
CHARGES (hors taxes)	Exercice 2017	Exercice 2016	PRODUITS (hors taxes)	Exercice 2017	Exercice 2016	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION</b>			<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Achats</i>	8 343,04		<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	214 503 844,31	209 797 548,70	
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	23 423 672,05	22 704 797,38	Subventions	213 053 652,86	196 878 907,67	
<i>Rémunération du personnel</i>	105 984 921,95	103 612 843,96	Autres	1 450 191,45	12 918 641,03	
<i>Intéressement et participation</i>			<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	17 572 425,47	14 469 714,36	
<i>Charges sociales</i>	77 789 895,66	75 683 241,00	Ventes	12 495 188,91	13 228 640,28	
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	20 292 275,02	19 230 537,67	Produits	5 077 236,56	1 241 074,08	
<i>Autres charges</i>	8 978 191,19	10 810 184,07	Production stockée et immobilisée			
<b>CHARGES D'INTERVENTION</b>			<i>Autres produits</i>	13 196 147,77	17 150 418,52	
			<i>Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)</i>			
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION</b>			<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	245 272 417,55	241 417 681,58	
<i>Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)</i>						
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION</b>	236 477 298,91	232 041 604,08				
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	62,33	3 781,46	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	34 422,83	32 940,57	
<i>Impôt sur les sociétés</i>						
<b>TOTAL CHARGES</b>	236 477 361,24	232 045 385,54	<b>TOTAL PRODUITS</b>	245 306 840,38	241 450 622,15	
<b>Solde créditeur : Bénéfice</b>	8 829 479,14	9 405 236,61	<b>Solde débiteur : Perte</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	245 306 840,38	241 450 622,15	<b>TOTAL GENERAL</b>	245 306 840,38	241 450 622,15	

**BILAN COMPTABLE**  
**(Avant répartition)**  
**EXERCICE 2017**

Etablissement université		<b>Système abrégé BILAN COMPTABLE (Avant répartition)</b>			Date	26.02.2018	
Année 2017					Heure	16:27:41	
Période 01 à 16					Page	2	
ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
	Brut	Amortissement dépréciations (à déduire)	Net	Net			
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles	2 826 003,47	-2 342 881,94	483 121,53	450 488,69	Financements de l'actif - Etat	189 373 454,61	198 821 299,45
Immobilisations corporelles	439 577 509,30	-154 874 509,77	284 702 999,53	289 310 344,11	Dotation et affectation		
Terrains	47 370 985,68	-9 260 004,55	38 110 981,13	38 903 222,01	Fonds propres des fondations	1 150 534,10	1 150 534,10
Constructions	285 792 105,17	-73 215 105,77	212 576 999,40	218 671 166,96	Dons et legs en capital		
Autres	106 414 418,45	-72 399 399,45	34 015 019,00	31 735 955,14	Autres		
Immobilisations financières	255,00		255,00	2 426,35	Réserves	89 579 836,39	80 229 101,69
					Report à nouveau		-54 501,91
					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	8 829 479,14	9 405 236,61
					<b>Situation nette</b>	289 217 669,24	289 551 669,94
					Financements - autres que Etat	34 715 311,24	33 324 527,60
					Provisions réglementées		
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	442 403 767,77	-157 217 391,71	285 186 376,06	289 763 259,15	<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	323 932 980,48	322 876 197,54
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET FONDS DÉDIÉS</b>		
Stocks et en-cours					Provisions pour risques		
Avances et acomptes versés sur commandes	135 134,56		135 134,56	91 890,00	Provisions pour charges	284 365,00	284 365,00
Créances :	22 781 918,49	-520 988,86	22 260 929,63	14 969 702,97	Fonds dédiés		
d'exploitation	22 781 918,49	-520 988,86	22 260 929,63	14 224 410,11	<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES</b>	284 365,00	284 365,00
diverses				745 292,86			
Valeurs mobilières de placement					<b>DETTES</b>		
Disponibilités	43 400 304,00		43 400 304,00	42 111 543,65	<i>Dettes financières</i>		1 502 775,45
Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)	271 277,48		271 277,48	115 494,77	<i>Dettes d'exploitation</i>	10 162 815,69	14 270 313,84
Autres					<i>Dettes diverses</i>	10 681 170,79	727 400,52
					<i>Produits constatés d'avance</i>	6 203 070,77	7 390 838,19
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	66 588 634,53	-520 988,86	66 067 645,67	57 288 631,39	<b>TOTAL DETTES</b>	27 037 057,25	23 891 328,00
<i>Comptes de régularisation</i>					Trésorerie		
<i>Ecarts de conversion Actif</i>					Comptes de régularisation		
					Ecarts de conversion Passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	508 992 403,30	-157 738 380,57	351 254 022,73	347 051 890,54	<b>TOTAL GENERAL</b>	351 254 022,73	347 051 890,54

**EVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE EN DROIT  
CONSTATE**

**EXERCICE 2017**

EMPLOIS		Montants	RESSOURCES		Montants
Insuffisance d'autofinancement		0,00	Capacité d'autofinancement		15 925 606,39
			Financement de l'actif par l'état		- 288 817,64
Investissements		15 650 633,95	Financement de l'actif par des tiers autres que l'état		5 423 342,86
			Autres ressources		4 400,50
Remboursement des dettes financières		0,00	Augmentation des dettes financières		0,00
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>		15 650 633,95	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>		21 064 532,11
Apport au fonds de roulement		5 413 898,16	Prélèvement sur fonds de roulement		0,00

Etablissement université  
Année 2017  
Période 001 à 015

**Evolution de la situation patrimoniale  
en droit constaté - tableau 1**

Date 27.02.2018  
Heure 13:06:49  
Page 2

Etablissement université Année 2017 Période 001 à 015	<b>Evolution de la situation patrimoniale          en droit constaté - tableau 2</b>	Date 27.02.2018 Heure 13:06:49 Page 3
RUBRIQUES		Montants
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT ou PRELEVEMENT	5 413 898,16	
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT ( FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE )	4 125 137,81	
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT ou PRELEVEMENT	1 288 760,35	
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	39 267 593,28	
Niveau du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-4 132 710,72	
Niveau de la trésorerie	43 400 304,00	